Le déclenchement de la Guerre :

le choc des Nations

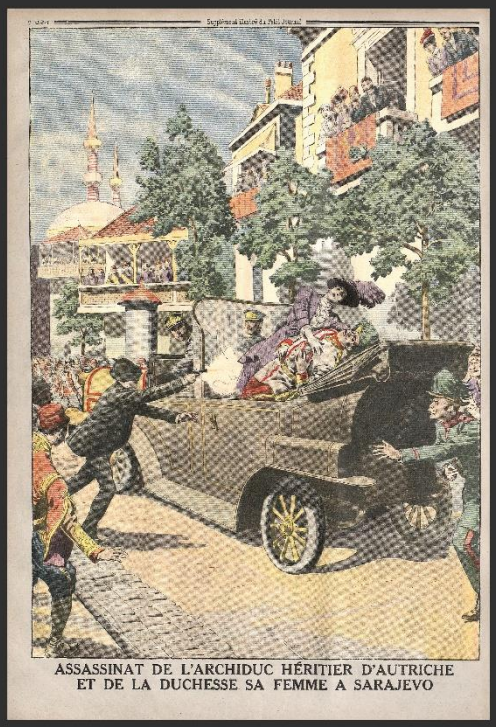
L'**origine** de la Première Guerre mondiale prend sa source dans le XIXème siècle : dans le colonialisme européen et la montée des nationalismes (pangermanisme, panslavisme, etc.). Cette période de l'histoire voit la construction des états-nations (l'Italie, l'Allemagne, par exemple) ou ceux-ci se conforter.

Depuis 1903, les tensions sont grandes dans les Balkans, entre la Russie, l'Empire Austro-hongrois et l'Empire Ottoman. Tandis qu'en 1911, elles se développent entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne. Les tensions explosent le 28 juin 1914, lorsque l'Archiduc Autrichien **François-Ferdinand** est assassiné à Sarajevo par un étudiant bosniaque pro serbe.

Le 25 juillet, l'Autriche estime que la réponse de la Serbie dans la recherche des coupables n'est pas suffisante. Le 28 du même mois, soutenue par l'Allemagne, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie. Les Russes, soutenant les Serbes, décrètent la **mobilisation générale** le lendemain. A partir du 31 juillet, les mobilisations générales se succèdent en cascade : L'Autriche-Hongrie, La Belgique, l'Allemagne, la France. Le 1er août l'Allemagne déclare la guerre à la Russie. Le 3, elle déclare la **guerre** à la France et envoie un ultimatum à la Belgique, qui lui répond par la négative. Le 4, les opérations militaires débutent, le Reich envahit la Belgique. Le lendemain, la Grande-Bretagne soutenant les garanties de neutralité belges, déclare à son tour la guerre à l'Allemagne.

Les responsabilités quant au déclenchement de la guerre sont partagées. L'entrée en guerre est enthousiaste, portée par le patriotisme, la lutte de la "civilisation" contre la "barbarie", la culture de guerre qui est fondée sur la haine de l'adversaire et, d'après Freud, par un "*narcissisme qui ne supporte plus la différence, les belligérants se reconnaissant trop l'un dans l'autre.*"

La guerre ne fait pas peur en 1914. Les grandes puissances ne mesurent pas les dégâts que les **armes modernes** peuvent causer. On l'utilise selon les termes du grand penseur militaire Karl von Clausewitz dans Vom Kriege, "*comme une continuation de la politique avec d'autres moyens.*"



ASSASSINAT DE L'ARCHIDUC HÉRITIER D'AUTRICHE ET DE LA DUCHESSE SA FEMME A SARAJEVO

L'Archiduc François-Ferdinand, dont l'assassinat en 1914 provoqua le début de la Première Guerre mondiale.

Musée de la fraise

L'orage d'acier frappe la PFN

La guerre s'envisageait depuis longtemps. Le foisonnement des plans d'attaque ou de défense en témoigne : En ce qui concerne l'**Allemagne**, elle doit faire face à la guerre sur deux fronts [alliance franco-russe]. Une victoire rapide à l'Ouest lui permettra d'aller combattre à l'Est, en utilisant le chemin de fer. Ce coup de faucille, doit permettre la prise des troupes anglo-françaises dans un "chaudron", c'est la "Kesselschlacht". Traverser la Belgique pour éviter les fortifications françaises de Lorraine est l'option choisie par l'instigateur du plan, établi en 1905 par le chef d'état-major Alfred von Schlieffen.

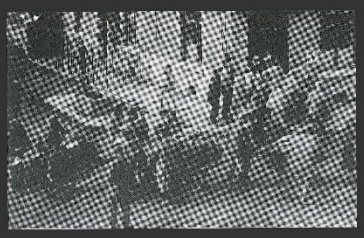
La France prépare près d'une vingtaine de plans pour organiser la défense de son territoire, de la Suisse à Maubeuge. Peu de forces sont disposées à la frontière belge. C'est la stratégie contenue dans le plan XVII de 1913.

La Grande-Bretagne défend quant à elle la neutralité belge, reconnue lors du traité de Londres en 1839 [également ratifié par la France]. Les Britanniques sont prêts à envoyer un contingent [une armée professionnelle + des volontaires au début de la guerre, le BEF ou British Expeditionnary Force] en France du côté de Maubeuge.

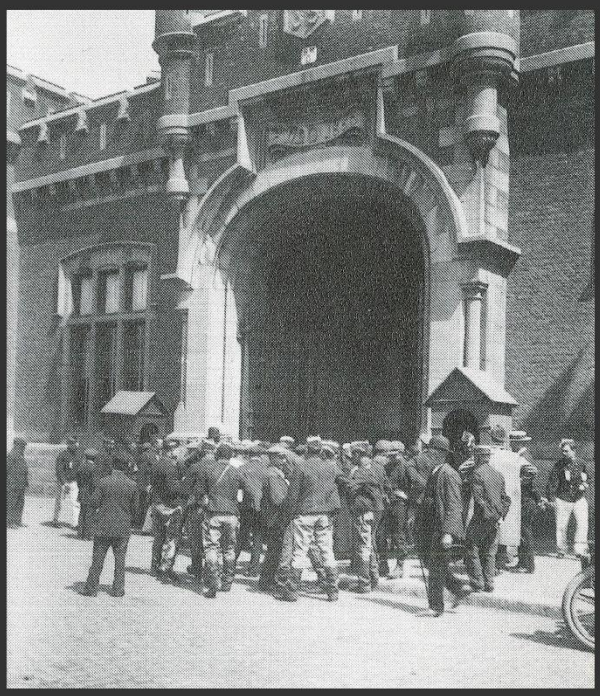
La Belgique : Sa neutralité de 1839 est garantie par l'Angleterre et la France. Jusque 1909, le service militaire se base sur le volontariat complété par le tirage au sort. Après vient le système d'un fils par famille. Ensuite, en 1913, Le service personnel pour tous les hommes est établi. En 1914, l'armée est composée de 130.000 hommes, dont 90.000 [mal équipés et mal formés] destinés à tenir les forteresses. Il existe trois grandes places fortifiées : Anvers [PFA], Liège [PFL] et Namur [PFN], pensées par le Général Henri-Alexis Brialmont, terminées en 1892. Le béton est non-armé, ce qui causera du tort aux défenseurs. Deux stratégies s'opposent en juin 1914 : le Roi, son officier d'ordonnance et sous-chef d'état-major de Ryckel veulent réunir les troupes au plus près de la frontière. Le lieutenant-général de Selliers de Moranville, chef d'état-major, souhaite quant à lui que la défense s'opère au centre du pays, en Hesbaye.

Les forts de **Liège** sont mis en état de défense le 30 juillet 1914. L'Allemagne attaque le 4 août, ses fantassins arrivent à Liège le lendemain. Les forts, sous le commandement du général Leman tiennent 11 jours au lieu des 2 prévus par les Allemands. Ce retard les contrariera fortement, et cela provoquera en partie les **exactions** qu'ils commettront [cfr. panneaux sur les Atrocités]. Peu après, grâce à sa victoire le 12 août à Haelen, l'armée belge obtient quelques jours de répit pour se replier sur Anvers.

La 4ème division d'armée reste seule pour tenir **Namur**. Le 15 août, l'Armée allemande attaque Dinant. Dans la ville se trouvent également des soldats français, notamment un certain Charles De Gaulle, alors lieutenant, qui sera d'ailleurs blessé en traversant le pont de la cité mosane. Les Britanniques quant à eux se concentrent du côté de Mons. Le 20 août, l'attaque allemande, commandée par le général von Gallwitz, se porte sur les 9 forts de la Position Fortifiée de Namur [Maizert, Andoy, Dave, Malonne, Saint-Héribert, Suarlée, Emines, Cognelée, Marchovelette] aux ordres du Lieutenant-Général Michel. Le fort de Marchovelette sera un des plus bombardés de l'histoire militaire moderne. Du 23 au 25 août, les forts tombent l'un après l'autre, non sans faire preuve d'une opiniâtre résistance, au vu de leurs moyens et des calibres d'obus utilisés par les allemands [42 cm de diamètre pour certains, tirés par les fameuses Grosses Bertha]. À la fin de l'assaut, les forts de la PFN auront mobilisé contre eux 140.000 soldats allemands et auront perdu 15.000 hommes, tués ou blessés. La ville recevra en 1927 la Croix de Guerre française pour cette héroïque résistance.

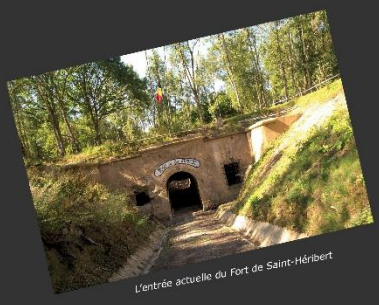


Passage au Fourneau de prisonniers français provenant de Bois-de-VillersDes Wéplonnais leur proposent de quoi se désaléter.

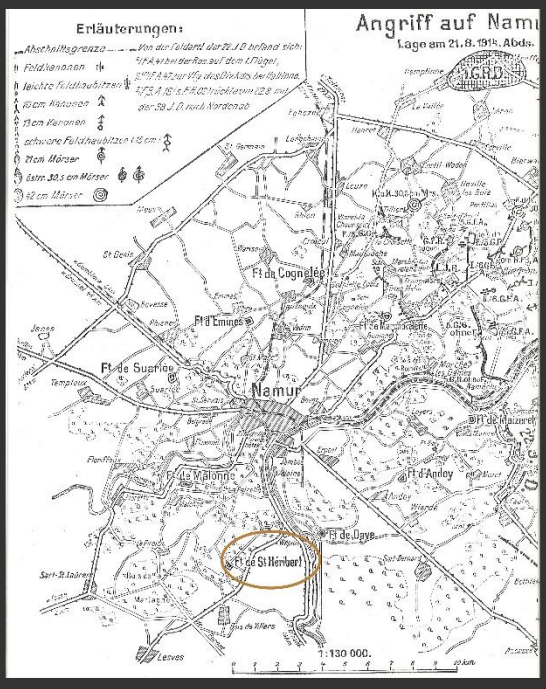


La nouvelle de la mobilisation arrive au corps de garde de la caserne des Lanciers à Namur [actuel Musée africain]

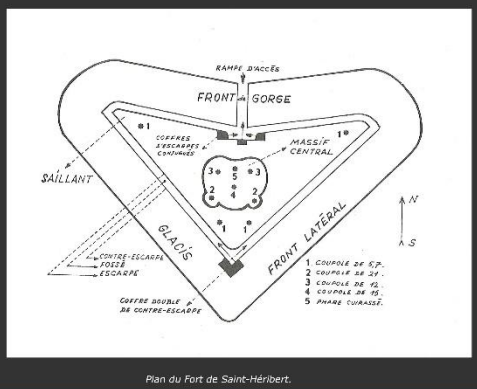
Passage de prisonniers français



L'entrée actuelle du Fort de Saint-Héribert



Carte de la situation du front le 21 août 1914



Plan du Fort de Saint-Héribert.

Le fort de Saint-Héribert est situé à 6 km au sud de Namur. C'est un des plus grands forts Brialmont. De forme triangulaire, il est entouré de fossés profonds de 9 mètres et larges de 8 mètres. Les fossés sont défendus en enfilade par des canons de 57 mm rassemblés dans des casemates situées dans la contrescarpe. L'armement principal était concentré sur le massif central, solidement fortifié sous un dôme blindé.

Les forts belges possédaient peu de vivres par rapport aux besoins quotidiens d'une garnison en temps de guerre et les latrines, douches, cuisines et morgue se situaient dans la contrescarpe, ce qui les rendaient intenables pendant les combats.

L'armement du fort de Saint-Héribert incluait deux coupoles rotatives avec un obusier de 21 cm, une cloche avec deux canons de 15 cm et deux coupoles avec deux canons de 12 cm pour l'attaque à longue distance. Il y avait aussi quatre coupoles et tourelles blindées de canons de 57 mm pour la défense rapprochée. Six canons de 57 mm à cadence rapide ainsi que deux canons mixtes équipaient les casemates pour la défense des fossés et de la poterne. Le fort possédait également une tourelle d'observation. L'artillerie lourde du fort était de fabrication allemande "Krupp" alors que les mécanismes des tourelles étaient d'origines diverses. La communication entre les forts voisins se faisait au moyen de signaux lumineux, puis par câbles téléphoniques. Les canons utilisaient de la poudre noire, ce qui produisait des gaz asphyxiants dans les espaces confinés.

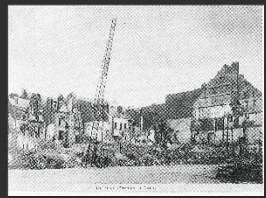
En 1914, le fort est servi par 400 artilleurs et 80 soldats des troupes de forteresse sous les ordres du capitaine-commandant Derzelle. Le fort est bombardé depuis Malonne et de la Basse-Marlagne, le 21 août. Contrairement aux attaques sur les forts de Liège, l'infanterie allemande n'est pas envoyée d'emblée à l'assaut pour éviter des pertes inutiles. Le contact téléphonique avec Positions est perdu le 23 août, et les troupes d'intervalles battent en retraite. À ce moment, le fort bombarde Saint-Servais où se trouvent des soldats allemands.

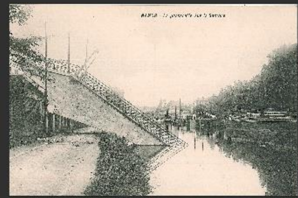
Le lendemain, les troupes belges repoussent une attaque d'infanterie puis subissent un lourd bombardement, de 13 h 30 à 19 h 45. Les obus qui touchent le fort sont si nombreux que l'air y devient irrespirable. La poussière s'élève dans les boyaux du bastion, malgré l'action des ventilateurs, et il est impossible de rendre les coups. L'artillerie allemande étant indirectrice. Les canons qui n'étaient pas hors d'usage sont sabotés. 50 à 75% des hommes sont évalués inaptes au combat par les médecins. Certains sont morts au fond de l'asphyxie. À 21 h, le garnison hisse le drapeau blanc. Les Allemands continuent leur bombardement pour éviter le faits de cette dernière. Quelques minutes plus tard, ils investissent le fort.

Les 480 prisonniers sont dirigés vers la ferme de Notre-Dame au bois où ils passent la nuit. Le 25, ils sont dirigés vers Huy avant de partir vers l'Allemagne rejoindre les camps de prisonniers.

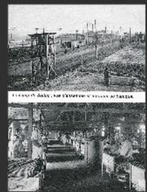
Wépion à l'heure allemande : le quotidien des civils et militaires

Des soldats français prisonniers près de La Plante.





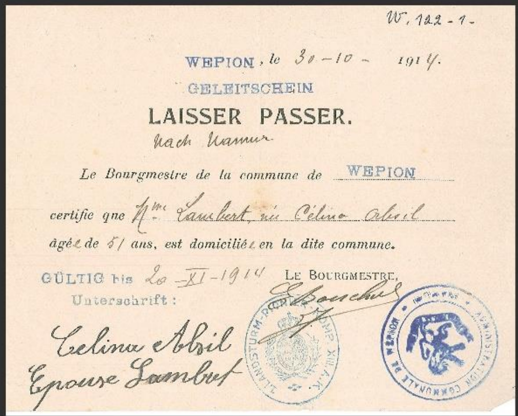
Namur frappé par les affres de la guerre.



Alors que les combats s'estompent, les dégâts liés à la guerre sont nombreux en Belgique. Namur n'échappe pas à la règle. Les ponts de la ville sont détruits, certains bâtiments rasés par les obus ou les flammes. Tout est à reconstruire, alors que les crédits et la main-d'oeuvre sont déficitaires. Pour les civils, les temps sont durs. La Belle Époque n'est plus qu'un lointain souvenir. Viennent le temps des restrictions. Pour les militaires qui n'ont pas pu rallier Anvers ou rejoindre l'Yser, la captivité s'annonce. Comme sur les deux premières photos, les soldats [ici français], sont rassemblés avant de partir pour Huy. De là, ils sont embarqués dans des trains qui les amèneront en Allemagne, où ils resteront captifs jusque 1918, et ne pourront rentrer chez eux que durant l'année 1919. Certains périront durant cette période. Heureusement, quelques distractions viennent égayer le quotidien des soldats. Le courrier est distribué, et la Croix-Rouge permet de leur délivrer des colis. Cette institution est alors encore assez jeune. Elle fut fondée par Henri Dunant, qui pendant un voyage d'affaires en juin 1859, se trouve près de la ville italienne de Solférino et découvre les ravages de la bataille qui s'y déroula. À partir de cette expérience, il participe à Genève à la fondation du Comité international de secours aux militaires blessés, qui est désigné dès 1876 "Comité international de la Croix-Rouge". Les deux dernières photos montrent des prisonniers, dont Camille Fréquin, bibliothécaire communal à Wépion, ici photographié au camp de Soltau dans le Hanovre, où se trouvaient aussi les frères Balon-Perin, brasseurs à Namur.

Tandis que l'Allemagne triomphe en Belgique, le régime d'occupation se met en place. Les populations locales sont mises au pas, et l'heure allemande s'impose. Les représentants de la nouvelle autorité imposent leurs vues en placardant édits, affiches, interdictions et atteintes aux libertés. La presse est censurée, seul le quotidien "L'Ami de l'Ordre" est autorisé à paraître. Afin d'éviter que les hommes tentent de gagner le front, les rassemblements de plus de 5 personnes sont interdits. Des laisser-passer sont délivrés au compte-goutte. Le 20 avril 1915, c'est même la bicyclette qui est totalement prohibée à Namur. Enfin, les cartes d'identités sont obligatoires dès octobre 1915. Les administrations communales doivent fournir des certificats, les photographes doivent prendre des clichés de chaque habitant pour les apposer sur le document. Munis de leur carte, les jeunes hommes sont sommés de se rendre aux bureaux de l'occupant à des dates bien précises afin d'empêcher leur émigration.

Pour pallier au manque de main d'oeuvre dans les usines allemandes, l'autorité d'occupation va faire déporter 400.000 travailleurs belges. Cette mesure va créer le plus de tensions entre les Allemands et les Belges, notamment les évêques comme celui de Namur : Monseigneur Heylen. Ceci donnera naissance à des actes qui seront dénommés de résistance par la suite [le terme étant postérieur à la Grande Guerre].



W. 122-1-

WEPION, le 30-10- 1914.

GELEITSCHEIN

LAISSER PASSER.

nach Namur

Le Bourgmestre de la commune de WEPION

certifie que Mme Lambert, née Célina Abril

âgée de 51 ans, est domiciliée en la dite commune.

GÜLTIG bis 20-XI-1914 LE BOURGMESTRE,

Unterschrift :

Celina Abril
Epouse Lambert

Nr. 25 5 centimes

Illustrierter Kriegs-Kurier

Oorlogs Koerier — Courrier de guerre

Wekelijksche Uitgave — Wochen-Ausgabe — Edition hebdomadaire

Un billet de deux francs, un laisser-passer, une carte d'identité, des journaux de propagande : l'administration allemande met au pas la population belge [et du Nord de la France].

Personal-Ausweis N° 1692

Eenzelvigheidsbewijs N° — Certificat d'identité N°

ZU BEACHTEN

W. O.

A. I.

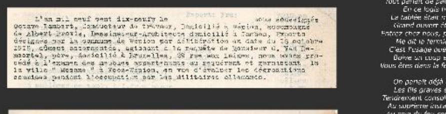
Avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale, la Belgique s'approvisionnait en nourriture pour 75 % hors de ses frontières. Avec l'invasion d'août 1914, les importations cessèrent alors que la disponibilité de la nourriture diminuait. Un organisme particulier fut mis en place : le Comité national de Secours et d'Alimentation. Le comité fut créé en septembre 1914, rapidement après l'occupation de Bruxelles par l'armée allemande. Il était financé par des contributions volontaires d'un petit groupe de financiers et hommes d'affaires comme Ernest Solvay, Dannie Heineman et Emile Francqui.

Initialement, les activités du comité étaient limitées à Bruxelles et ses environs. Après la chute d'Anvers en octobre 1914 et la crainte d'une famine en Belgique croissant, le comité se lia avec des organisations similaires à travers le pays. La direction initiale du comité fut prise en charge par Emile Francqui. Dès le début, le comité était organisé en 2 sections : une responsable de la fourniture de nourriture et l'autre de biens comme des vêtements. Le CNSA était également très décentralisé et s'appuyait énormément sur les comités locaux pour la plupart de ses opérations à travers la Belgique. Les Comités de ravitaillement communaux fournissaient les magasins communaux en vivres et permettait aux civils de se nourrir.

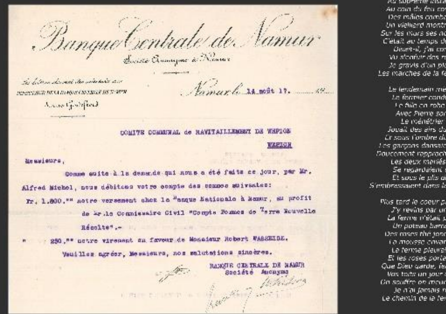
Lors de leurs moments de repos loin du front, les soldats allemands aiment se faire prendre en photo dans les studios spécialisés, l'un des plus célèbres étant celui de Fernand Gillès de Namur. Ce dernier tira également le portrait des soldats en extérieur. Ici un sergent des Lanciers allemand sur son cheval devant le château Orion, à la Marlagne, sur les hauteurs de Wépion. Le château a d'ailleurs souffert du passage des troupes d'Outre-Rhin, comme le montre l'extrait ci-dessous, reprenant les dégâts et dégradations.

En effet, après la guerre, les Belges purent réclamer des dommages auprès d'une commission ad hoc. Si tous ne perçurent pas de dédommagement, les réclamations nous montrent l'ampleur des destructions. Tous les dommages cependant n'émanent pas que des allemands. Des civils peu scrupuleux furent aussi responsables de méfaits.

Les soldats allemands se font photographier pour la postérité. Le cavalier des Lancier se trouve devant le château de Marlagne, à Wépion.



L'an mil neuf cent dix-neuf le nous soussignés Octave Lambert, Conducteur de travaux, Domicilié à Wépion, accompagné de Albert-Provis, Dessinateur-Architecte domicilié à Jambes, Experts désignés par la commune de Wepion par délibération en date du 16 octobre 1919, dûment assermentés, agissant à la requête de Monsieur G. Van De-moortel, père, domicilié à Bruxelles, 38 rue aux laines, nous avons procédé à l'examen des meubles appartenants au requérant et garnissant la villa " Mezane " à Fooz-Wépion, en vue d'évaluer les dégradations commises pendant l'occupation par les militaires allemands.



Banque Centrale de Namur

Société Anonyme de Namur

Namur le 14 août 17.

COMITE COMMUNAL de RAVITAILLEMENT DE WEPION

WEPION

Messieurs,

Comme suite à la demande qui nous a été faite ce jour, par Mr. Alfred Michel, nous débitons votre compte des sommes suivantes:

Fr. 1.800.-- notre versement chez la "Banque Nationale à Namur, au profit de Mr. le Commissaire Civil "Compte Pommes de Terre Nouvelle Récolte".-

" 250.-- notre virement en faveur de Monsieur Robert WASSEIGE.

Veuillez agréer, Messieurs, nos salutations sincères.

BANQUE CENTRALE DE NAMUR
Société Anonyme

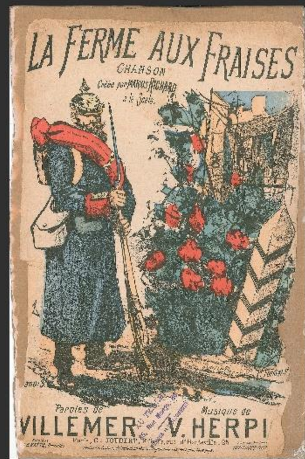
Les paroles :

Un jour traversant la Lorraine
Le sac au dos, bâton en main
J'aperçus Ah! la bonne aubaine
Une ferme sur mon chemin
Tout parlait de paix, d'espérance
En ce logis hospitalier
La tablée était mise d'avance
Grand ouvert était le cellier
Entrez chez nous, prenez vos aises
Me dit la fermière en riant
C'est l'usage que tout passant
Boive un coup en s'arrêtant
Vous êtes dans la ferme aux fraises

On parlait déjà de la guerre
Les fils graves et silencieux
Tendrement consolaient leur mère
Au suprême instant des adieux
Au coin du feu contant l'histoire
Des rudes combats d'autrefois
Un vieillard montrait avec gloire
Sur les murs ses nombreuses croix
C'était au temps des Marseillaises
Disait-il, j'ai comme le vent
Vu s'enfuir des rois. A présent
Je gravis d'un pied chancelant
Les marches de la ferme aux Fraises

Le lendemain même, à l'église
Le fermier conduisait joyeux
La fille en robe de promise
Avec Pierre son amoureux
Le ménétrier du village
Jouait des airs du temps passé
Et sous l'ombre du clair feuillage
Les garçons dansaient dans les prés
Doucement rapprochant leurs chaises
Les deux mariés rougissaient
Se regardaient en soupirant
Et sous le pli du voile blanc
S'embrassaient dans la ferme aux Fraises

Plus tard le coeur plein d'espérance
J'y revins par un doux matin
La ferme n'était plus en France
Un poteau barrait le chemin
Des roses thé jonchaient la terre
La mousse envahissait le seuil
La ferme pleurait la fermière
Et les roses portaient son deuil
Que Dieu garde, fermes françaises
Vos toits un jour d'être proscrits
On souffre on meurt loin du pays...
Je n'ai jamais repris depuis
Le chemin de la ferme aux Fraises



La ferme aux fraises est une chanson écrite par Gaston Villemer et Victor Herpin vers 1880.
C'est une chanson revancharde, avec en toile de fond la perte de l'Alsace-Lorraine, perdue au lendemain de la guerre franco-prussienne. Ce type de chants est utilisé comme symbole de défiance envers les troupes allemandes, à l'instar d'autres chansons telles que "La Strasbourgeoise", ou au front, "Rosalie", "la Madelon", etc. Les hymnes nationaux aussi font partie de ce registre, et seront interdites par l'occupant [surtout la Marseillaise], honnie par voie d'affiche en mars 1915.

Au front

Le 19 octobre 1914, la « **course à la mer** » débute entre les armées allemande, française, britannique et belge. Il s'agit pour les alliés de s'installer en premier à la mer pour interdire les ports de Dunkerque, de Boulogne-sur-Mer et de Calais que les Allemands cherchent à atteindre pour couper les Anglais de leurs bases d'approvisionnement et ainsi les contraindre à se rendre. Mais, après leur victoire à la **bataille de Haelen**, les Belges qui ont soutenu un siège d'un mois à Anvers, sont parvenus à rejoindre les Franco-Anglais en Flandre. Les Allemands lancent leurs attaques dans la région de l'Yser. À ce moment, les alliés installent les premières tranchées de la guerre. Le terrain a été inondé par les Belges qui ont ouvert les vannes qui retenaient l'eau de la mer du Nord dont le niveau est supérieur à celui des polders. Les Belges et les Anglais acceptent d'ailleurs d'unir leurs états-majors à ceux des Français pour l'application d'une tactique commune sous l'autorité du général Joffre.

Le Royaume-Uni s'appuie sur sa marine pour protéger le pays et établir un **blocus économique** de l'Allemagne.

En décembre, les armées allemandes ont échoué sur tout le front des Flandres, bloquées par les alliés embusqués à **Ypres**, transformée en champ de ruines. Les tranchées hâtivement installées sont de plus en plus consolidées. Ainsi apparaît une nouvelle forme de guerre, c'est la **guerre des tranchées**. Celles-ci s'allongent depuis la mer jusqu'à Verdun, et jusqu'à la frontière suisse. Elles constituent une ligne de défense qui s'étend sur près de **800 km**.

Sur le front oriental, suivant les plans des Alliés, le tsar lance l'offensive en Prusse-Orientale le 17 août, plus tôt que prévu par les Allemands. Ils tiennent cependant le choc.

Peu à peu, le conflit se mondialise. Le Japon, en tant qu'allié du Royaume-Uni, déclare la guerre à l'Allemagne, mais sa participation se limite à l'occupation des colonies allemandes de l'océan.

En **Afrique**, depuis août 1914, les Français épaulés par des **troupes coloniales belges** combattent les Allemands et finissent par les battre au Togo. En Afrique orientale allemande, les Anglais et les Belges combattent les troupes coloniales du colonel von Lettow Vorbeck.

Mais, en Europe, la guerre entre dans une phase nouvelle provoquée par l'évolution technique. Le **bombardement aérien** de civils par un Zeppelin au Royaume-Uni engendre les premiers morts de l'histoire aéronautique, ainsi que le 21 mars, quand ce même dirigeable bombarde Paris.

Le 25 avril 1915, un corps expéditionnaire allié débarque aux **Dardanelles**. Malgré le courage des soldats Australiens et Néo-Zélandais, les Alliés ne parviennent pas à pénétrer par surprise dans l'Empire ottoman et échouent dans leurs offensives successives.

Au début de l'année 1916, le commandement allemand décide d'user complètement l'armée française et choisit d'attaquer **Verdun**, un pivot du front fortifié, que les Français défendent coûte que coûte. La bataille de Verdun est un véritable bain de sang.

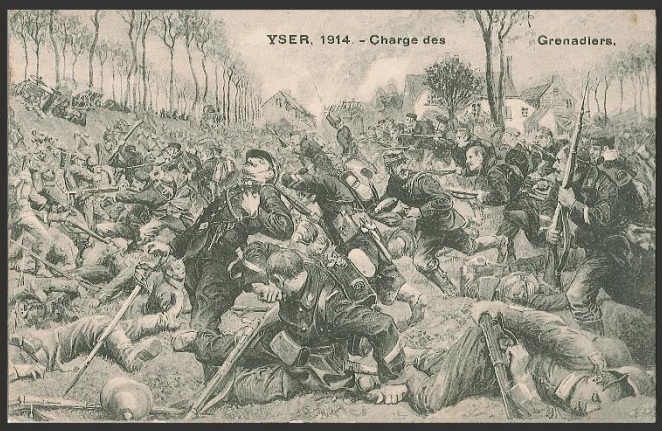
Entre le 1er juillet 1916 et le 18 novembre 1916 a lieu la **bataille de la Somme**. Les troupes anglaises et françaises attaquent et tentent de percer les lignes de défense fortifiées allemandes au nord de la Somme, sur une ligne nord-sud de 45 km. Elle coûtera aux Anglais le plus d'hommes de leur histoire militaire.

1917 connaît une crise qui affecte tous les secteurs. Le général Nivelle élabore un nouveau plan d'attaque frontale, qui doit être le dernier. Il choisit un secteur situé entre Reims et Soissons : le **Chemin des Dames**, qu'il estime mal défendu. Durant le premier assaut, 40 000 Français tombent sous le feu infranchissable des mitrailleuses allemandes.

L'échec de l'offensive du Chemin des Dames a pour conséquence immédiate les **mutineries** [40 000 mutins, ce qui n'est en réalité pas une grande proportion]. Il n'y a cependant pas de désertion, ni de fraternisation avec l'ennemi.

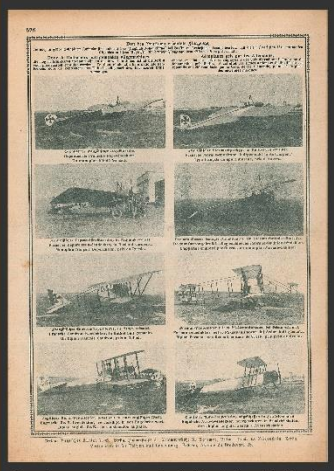
Le 13 juin 1917, 177 **Américains**, dont le général John Pershing, commandant en chef du corps expéditionnaire et le capitaine Georges Patton, débarquent à Boulogne-sur-Mer en France.

Au début de l'année 1917, la Russie est épuisée, les désertions se multiplient et les villes connaissent des troubles d'approvisionnement qui rendent la situation explosive. En mars 1917, une première révolution éclate. Elle porte au pouvoir la bourgeoisie libérale qui entend continuer la guerre alors que les soviets, de plus en plus influents, exigent la paix. En novembre, Lénine et Trotski organisent une seconde révolution ; les **Bolcheviks** prennent le pouvoir et, le nouveau régime n'étant pas en situation de continuer la guerre, lancent des pourparlers de paix avec les Empires centraux. **Jusque 1918, l'issue de la guerre est indécise.** Les hommes sont enlisés dans la boue des tranchées.



Carte postale représentant la charge des grenadiers belges en 1914 sur le front de l'Yser.

La guerre, c'est aussi d'angoissants moments d'attente. Des moments de détente sont tout de même possible, comme lors de la distribution des journaux ou du courrier.



De nombreuses inventions sont perfectionnées lors de la Première Guerre mondiale. C'est le cas de l'aviation à moteur, qui n'existe en 1914 que depuis 11 ans. Dans le ciel, les duels d'as se multiplient. Mais vient aussi le bombardier, qui causera énormément de destructions lors de la Seconde Guerre mondiale. Les progrès sont aussi considérables dans le domaine médical.

L'origine de la marque Liebig remonte à 1847, quand le chimiste allemand Justus von Liebig invente un procédé d'extrait de viande alimentaire. Associé à l'ingénieur belge George Christian Giebert exploitant les cheptels bovins d'Uruguay et d'Argentine , il fonde le 4 décembre 1865 la Liebig's Extract of Meat Company (LEMCO) qui entre à la bourse de Londres. Cette société britannique, vise les marchés européen et américain. En 1881, sort de ces mêmes usines le "Fray Bentos Compressed Cooked Corned Beef", premier du genre.
En 1899, Liebig contribue au lancement du produit OXO, vendu sous la forme de bouillon cube à partir de 1911. Au front, LEMCO contribue à nourrir les soldats. La conserve fait son arrivées dans les assiètes du monde en guerre.

Certaines inventions sont plus farfelues que d'autres. Le canot automobile aura quand même du succès en tant que véhicule amphibie, mais seulement à partir de la Seconde Guerre mondiale.

La guerre est avant tout une addition de **blessés** et de **morts**. Péritonites et septicémies étaient courantes. En 1914 et jusque 1918, les blessures dues aux **tirs d'artillerie** sont toujours les plus redoutées car elles occasionnent des dégâts physiques terrifiants pour les soldats. Explosant par grappe, les shrapnells lacèrent les chairs à cause de leur forme irrégulière et les pénètrent avec des corps étrangers : terre, morceaux d'uniformes, etc. Dès lors, il est nécessaire de traiter les blessures avec des **antibiotiques**, pour éviter la gangrène et la septicémie. Hélas, ce moyen de guérison ne sera découvert qu'après la Guerre, et utilisé massivement durant la Seconde Guerre mondiale. Nombreux sont les soldats qui seront **amputés**. Ils seront moins cependant que lors des guerres napoléoniennes ou de la Guerre de Sécession. Bons nombre des soldats blessés garderont de lourdes **séquelles physiques et psychiques**. C'est eux qui sont appelés les "**Gueules cassées**"

Les dépressions provoquées par les explosions affectent aussi l'organisme humain : hémorragies cérébrales, écrasement des poumons, traumas voire comas. Si les effets ne sont pas visibles à l'extérieur de l'enveloppe corporelle, ils n'en demeurent pas moins mortels pour les soldats. Les tirs directs d'obus de gros calibre peuvent également engendrer des amputations. La balle de la guerre 14 est vélace, et l'âme rayée du canon des fusils lui confère une rotation pour plus de précision, mais les dommages provoqués sont importants. Soit la pénétration est nette et cause peu de dégâts, soit le projectile ricoche sur les os. Les dommages engendrés sont alors beaucoup plus sévères. Si la balle brise un os, ses fragments se transforment en autant de projectiles redoutables pour les tissus humains. Les zones les plus touchées sont la tête et l'abdomen : la station debout offre le plus de visibilité à l'ennemi. Ces endroits du corps contiennent les grands vaisseaux, les artères, le cœur, le foie, les poumons et la colonne vertébrale, tous extrêmement vulnérables. Les blessures aux poumons peuvent se traduire par un manque d'oxygène dans le sang, les blessures à l'abdomen peuvent entraîner des péritonites ou hémorragies internes. Le choc de la blessure entraîne une perte de sang abondante nécessitant une intervention rapide. Avec les armes à répétitions, les mines et les obus, le service hospitalier se retrouve avec beaucoup de soldats à soigner. Néanmoins, le troupier de la Grande Guerre n'est pas aussi mal loti que ses ancêtres des guerres napoléoniennes. En effet, les groupes sanguins ayant été classés par Landsteiner peu avant la Première Guerre mondiale, les **transfusions sanguines** deviennent courantes dès 1917. Septante pour cent des morts comptabilisés lors de la Première Guerre mondiale ont été frappés par un tir d'artillerie. Ils sont trente pour cent à tomber sous les balles, et moins d'un pour cent par arme blanche. Si les charges à la baïonnette sont entrées dans l'imaginaire collectif, force est de constater qu'elles n'étaient pas si nombreuses et meurtrières. En réalité, la nouveauté de cette guerre, c'est l'usage à grande échelle de l'artillerie, qui causera des souffrances aussi bien aux militaires qu'aux civils, et ce jusqu'aujourd'hui.

Les 3 frères Balon-Perin en 1919 avant leur démobilisation. Georges, 23 ans, futur brasseur, André, 27 ans, futur chanoine et Joseph, 25 ans, futur juge de Paix.

Prisonniers namurois et wépionnais au camp de Solteau en janvier 1916. Assis de gauche à droite, on retrouve Joseph Balon-Perin, Édouard de Waissige, et tout à droite, Georges Balon-Perin. Debout se trouve André Falmagne [troisième en partant de la gauche].

Zoom sur les collections : Le 13eme de Ligne

Photo de soldats du 13ème de Ligne prise en 1913 à Bourg-Léopold [important camp militaire de l'armée belge]. Le soldat dépourvu de calot est Joseph Gerin, né le 11 mai 1892. Originaire de Wépion, il est engagé dans le régiment de Ligne à 18 ans. Il obtient le grade de Sergent-major. Joseph survivra à la guerre et décédera en 1963. Ce sont ses guêtres et son calot qui se trouvent dans la vitrine ci-dessous.

Lors du **conflit franco-prussien** de 1870, l'armée belge est mobilisée bien qu'elle ne participe pas aux combats. Cependant, les leçons du conflit sont tirées, et une réorganisation de l'armée est entamée le 16 août 1873. Elle prévoit notamment la création de 2 régiments d'infanterie de ligne supplémentaires. Le **13ème régiment** est ainsi créé par arrêté royal le 29 janvier 1874, à **Mons**. Il est formé à partir de 3 compagnies des 1er, 4ème et 7ème régiments de ligne, ainsi que de 2 compagnies des 3ème, 6ème et 11ème régiments de ligne, et d'une compagnie du 10ème régiment de ligne.

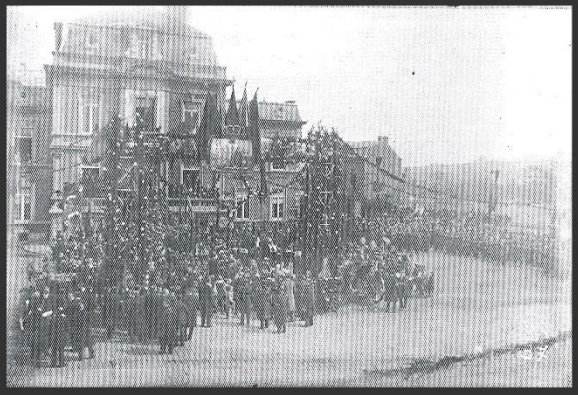
Durant la Première Guerre mondiale, le régiment, **caserné à Namur**, est mobilisé le 31 juillet 1914. Il est alors dédoublé pour former le 33ème régiment de ligne et le 13ème régiment de forteresse. Ils forment ensemble la 13ème brigade mixte de la 4ème division d'armée [située dans le secteur de Namur]. Le 10 août, il est positionné dans les tranchées des intervalles des forts de **Maizeret**, d'**Andoy** et de **Dave**. Les premières escarmouches se déroulent le 19 août. Le 23, les combats sont acharnés. Le régiment décroche pour éviter d'être encerclé. Il bat en retraite via l'entre-Sambre-et-Meuse. Le 24 août, vers 9h00, il est accroché dans les environs de **Fosses-la-Ville** par l'avant-garde allemande. Il parvient néanmoins à se dégager grâce à une contre-offensive d'un bataillon français présent dans la région. Le lendemain, il exécute une marche forcée entre Marlembourg et **Auvillers**, en France, soit une trentaine de kilomètres. Le 26, il embarque dans un train à Liart, à destination de **Rouen**. Le 28 août 1914, le 13ème régiment de forteresse et le 33ème régiment de ligne sont réintégrés au 13ème de Ligne. Le régiment est ensuite transféré au **Havre**.

Le 1er septembre, il embarque pour **Ostende**, où il arrive après deux jours de navigation. Il finit par rejoindre les environs de la position fortifiée d'Anvers, centre névralgique de l'armée belge. Il combat en première ligne à **Termonde** en septembre. À partir du 1er octobre, l'armée se replie vers **l'Yser**. Il y arrive le 14. Les 18 et 19 du même mois, il participe à la bataille de **Keyem**, où le 1er bataillon perd 500 de ses 700 soldats.

Par la suite, il tint position successivement dans les secteurs de **Nieuwport**, Drie **Grachten** et **Ramscapelle** (en 1915), **Dixmude** (en 1916), **Ramscapelle** à nouveau, **Boesinghe** et **Merckem** (durant l'hiver 1917). Le 17 avril 1918, il est dans le secteur de **Weidendreft** lorsque les Allemands lancent leur grande offensive de printemps. De juin à septembre 1918, il est positionné de nouveau dans le secteur de **Dixmude** où il prend part à l'offensive qui mène à la libération, lancée le 28 septembre. Il combat à **Handzame** le 14 octobre et puis poursuit les troupes impériales jusqu'à l'armistice, le 11 novembre.

Le régiment rentre à **Namur** en avril 1919.

Verso de la carte postale sur laquelle se trouve Joseph Gerin. A l'époque, les timbres étaient tirées sur ce format de carte postale afin de pouvoir les envoyer aisément aux proches.



Retour du 13ème de Ligne à Namur, en 1919. Une réception se déroule à Jambes au mois d'Avril.

Retour du 13ème de Ligne à Namur. La photo est prise à Jambes [en arrière-plan, la Citadelle], lors de la cérémonie d'accueil des soldats du régiment.

Les atrocités allemandes :

le travail de Jean Schmitz & Norbert Nieuwland

Lors de leur passage en Belgique, les troupes allemandes commirent bon nombre d'**exactions** telles que le sac de Dinant, d'Andenne, de Tamines, de Louvain, etc. Les soldats allemands, étonnés par la résistance des soldats belges, crurent que les civils menaient une guerre de **francs-tireurs**. Afin de répondre aux accusations des troupes germaniques, deux ecclésiastiques belges, **Jean Schmitz** et **Norbert Nieuwland**, entreprirent de collecter tous les témoignages des victimes. Ils publient ces informations sur la Belgique occupée, plus précisément sur la province du Luxembourg et de Namur, de 1919 à 1925.

Jean-Servais Schmitz est né le 3 août 1877 à Beho. En 1897, il se lance dans des études de théologie au séminaire de Bastogne. Il devient le secrétaire de l'évêque de Namur, fonction qu'il occupe jusqu'à sa mort en 1951. L'objectif de Schmitz est de mettre en évidence les atrocités commises par les troupes allemandes sur les populations luxembourgeoises et namuroises lors de l'invasion d'août 1914. L'ouvrage est reconnu pour sa qualité. Le chanoine n'est pas historien de formation, mais ses fonctions au sein de l'évêché lui permirent d'avoir accès à la documentation : il s'occupait notamment de la correspondance de l'évêque, des documents comptables, il a conduit les enquêtes diocésaines et a veillé à la conservation des différentes archives.

Cela lui permit de produire un travail **historique et archivistique** exceptionnel. Schmitz écrit également sur les évènements auxquels il assiste lui-même durant le mois d'août 1914 à Namur. Schmitz a constitué ce fonds d'archives dans une autre optique bien précise : celle de répondre aux accusations contenues dans le livre blanc, pamphlet allemand dans lequel les autorités occupantes dénoncent la prétendue guerre populaire livrée par les civils belges lors de la bataille des frontières. Ce livre blanc est produit durant le mois de mai 1915, et la traduction française ne parvient à l'évêché que durant le mois d'août de la même année, donc pratiquement un an après les faits concernés. Cependant, certains des documents utilisés ont été réalisés dès le mois d'août 1914. On confie alors la tâche à Schmitz de réunir les informations nécessaires pour rédiger une lettre de protestation contre ces accusations. Il retourne donc sur les lieux des différents faits afin de récolter de nouveaux renseignements qu'il finit de rassembler durant le mois de septembre. Cette collecte d'informations repose notamment sur les rapports de différentes personnes. Ces témoignages, ne sont pas des pages de vérité. Il est nécessaire de les confronter avec d'autres sources. Le fond des "**Documents pour servir l'histoire**" demeure néanmoins une source de premier plan, vérifiée par les spécialistes du sujet qui sont John Horne et Alan Kramer, historiens au Trinity College de Dublin.

Vous retrouvez sur ce panneau des extraits concernant Wépion, dont la population a elle aussi subi le passage des troupes du Kaiser. Le panneau suivant retrace plus globalement la problématique des atrocités allemandes, dont les responsabilités furent remises en question au début de l'année 2018 par Ulrich Keller, historien de l'art allemand.

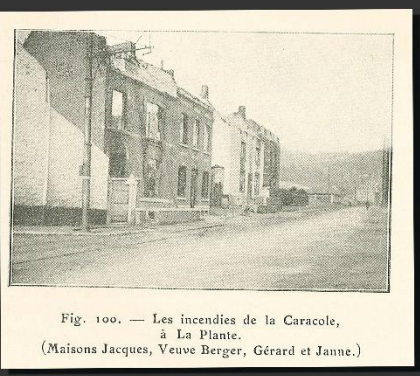


Fig. 100. — Les incendies de la Caracole, à La Plante. (Maisons Jacques, Veuve Berger, Gérard et Janne.)

Fig. 99. — Les incendies de la chaussée de Dinant, à La Plante (Namur).

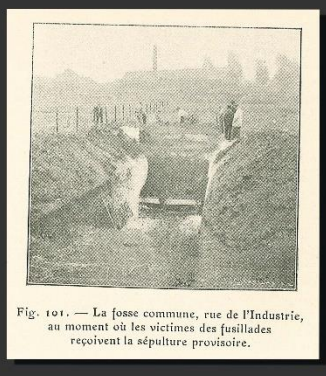


Fig. 101. — La fosse commune, rue de l'Industrie, au moment où les victimes des fusillades reçoivent la sépulture provisoire.

Ces photos qui illustrent les "Documents pour servir l'histoire" de Schmitz et Nieuwland sont l'oeuvre d'Ernest Delvigne, originaire de Namur, prises les 26 et 27 août 1914, soit le lendemain de la dernière reddition des forts de la Place fortifiée de Namur.

4. AU FORT DE SAINT-HÉRIBERT.

Saint-Héribert était commandé par le capitaine Dezeelle. La garnison comprenait les lieutenants Collin et Frérotte, 400 artilleurs et 80 fantassins du 13e; comme personnel sanitaire, les docteurs Demoor et Finaux; les abbés Goffette, curé de Roly, et Dehant, vicaire d'Auvelais, faisant fonctions d'aumôniers, et plusieurs ambulanciers, dont le F. Gaubert (René Alterman), des Frères de la Charité de Gand, instituteur à Louvain, et Alphonse Sion, professeur à l'École moyenne de Thuin.

Dimanche 16 août, un autel fut dressé dans le fossé et toute la troupe assista à la messe. Les jours suivants, elle fut célébrée dans la salle d'infirmerie, ainsi que le 23 août, car le canon tonnait et le séjour dans le fossé était dangereux. Samedi, 22 août, on crut apercevoir des rassemblements allemands autour de l'église de Lustin et le fort prit cette localité sous son feu; il tira encore quelques coups dans la journée de dimanche. Le 24 août, dans l'après-midi, une patrouille allemande fut aperçue à peu de distance : quelques obus, lancés par de petits canons, et une décharge de fusil obligèrent les assaillants à s'éloigner. Aussitôt l'artillerie ennemie commença le bombardement et ne tarda pas d'ouvrir une brèche dans les ouvrages. Le fantassin Mahy, de Saint-Aubain, fut blessé. A la tombée de la nuit, on hissa le drapeau blanc. Les Allemands cessèrent le bombardement, continuèrent à envoyer des obus aux alentours, pour empêcher la fuite de la garnison, puis s'approchèrent. Le commandant et les officiers apparurent à l'entrée du fort, les soldats livrèrent fusils et cartouches et se massèrent près de la sortie. Voyant plusieurs ecclésiastiques, un officier allemand ne put contenir sa rage et les mit en joue. La garnison se mit en route alors qu'il faisait déjà sombre et fut dirigée sur la ferme de Notre-Dame-au-Bois, avec le blessé, qui y mourut le lendemain et fut inhumé près de la ferme. Ils passèrent la nuit en plein air, à côté d'un grand feu. Le 25 août, les prisonniers gagnèrent Namur, où ils furent internés à la prison. Le 26 août, ils furent dirigés sur Huy, puis sur l'Allemagne. Quant au personnel sanitaire, il fut licencié.

Au fort de Saint-Héribert aussi les événements faillirent dégénérer. Heureusement pour les soldats belges, ils ne furent pas victime de la vindicte allemande.

DOCUMENTS POUR SERVIR A L'HISTOIRE

DE

L'INVASION ALLEMANDE

DANS LES PROVINCES

DE NAMUR ET DE LUXEMBOURG

PUBLIÉS PAR

LE CHANOINE JEAN SCHMITZ, SECRÉTAIRE DE L'ÉVÊCHÉ DE NAMUR — ET — DOM NORBERT NIEUWLAND, DE L'ABBAYE DE MAREDSOUS

DEUXIÈME PARTIE

LE SIÈGE DE NAMUR

BRUXELLES & PARIS

LIBRAIRIE NATIONALE D'ART ET D'HISTOIRE

G. VAN OEST & Cie, ÉDITEURS

1920

8. AU FAUBOURG DE LA PLANTE ET A WÉPION :

LES INCENDIES. LES PRISONNIERS. LES DÉPORTÉS. LES FUSILLÉS

Les Allemands pénétrèrent à La Plante le 24 août, à 7 heures du matin; il s'y trouvait notamment le 13e régiment d'artillerie à pied et la 2e colonne de munitions. A la soirée, ils brûlèrent 17 maisons à l'ancienne chaussée de Dinant, à l'avenue de La Plante, à la chaussée de Dinant et à La Pairelle, tandis que les soldats couraient çà et là, en poussant des clameurs folles et en déchargeant leurs armes.

Hippolyte Gérard raconte ainsi l'incendie du groupe de maisons sises au lieu dit « la Caracole » (fig. 100) :

Dans le groupe assez considérable des prisonniers, il y avait notamment 29 civils de **Wépion** (1). Le même jour, M. Wasseige, bourgmestre de Wépion, délégua son frère Robert et le secrétaire communal, Joseph Henrion, pour demander leur libération; ils se présentèrent à 6 heures du soir auprès de l'officier qui se trouvait au pont militaire, en face d'Amée. Sans entendre leurs explications, il les fit aussi conduire à la prison. Il avait pris, disait-il, tous ces hommes parce que « on avait tiré, le 24 au soir, sur les troupes qui passaient à La Pairelle et qu'on leur avait blessé un soldat et tué un cheval ». Or, des habitants de La Plante ont vu, ce 24 au soir, des soldats belges, munis de lampes électriques, qui descendaient des abords de l'asile Saint-Martin, s'avançaient au bord de la Meuse et tiraient des coups de feu.

Enfin sept hommes de La Plante et de Wépion ont été abattus à Namur sans enquête ni jugement, dans la journée du 25 août. Voici leurs noms : Louis Chapelle, 65 ans, et son fils Henri, 37 ans, du fond de La Pairelle; les frères Isidore et Désiré Bouchat, 20 et 18 ans, de La Pairelle; Aimé Gibon, 40 ans, concierge à la villa de M. du Piéreux, à La Plante; Léopold Volon, 51 ans, concierge à la villa de M. Regout, à La Plante, et Alphonse Catin, 21 ans, de Jambes.

Ils furent tous enlevés à leurs foyers sans l'ombre d'une raison. Les soldats se précipitèrent dans la maison Bouchat, en hurlant qu'on cachait des soldats français. Ils descendirent à la cave où l'on s'était installé pour la nuit et où les deux frères reposaient encore, ils leur laissèrent à peine le temps de s'habiller et les poussèrent au dehors à coups de crosse de fusil; ils leur lièrent les mains en disant qu'ils allaient être fusillés et ils les emmenèrent tous à Namur. Leurs familles restèrent pendant longtemps sans la moindre nouvelle à leur sujet. Leurs cadavres ne furent

retrouvés et reconnus que lorsque se fit l'ouverture de la fosse commune, rue d'Asty-Moulin; encore ne parvint-on pas à retrouver, en cette circonstance, Henri Chapelle et Désiré Bouchat, qui furent identifiés lors d'une exhumation subséquente. Dans l'entretemps, leurs parents vivaient de l'espoir qu'ils avaient été, comme bien d'autres habitants du faubourg, conduits en Allemagne. Personne n'a été témoin de leurs derniers moments ni de leur exécution; personne ne sait non plus l'endroit où ils périrent. Mais il résulte des recherches faites pendant l'occupation qu'ils ont dû être fusillés dans le courant du 25 août à la caserne de cavalerie. Ils y ont été aperçus par les civils de la rue Pepin dont les maisons venaient d'être incendiées et qui y étaient prisonniers. Ils y firent une courte apparition au matin du 25 août et leurs gardiens annoncèrent qu'ils seraient fusillés. Louis Dasset, l'un de ces prisonniers, reconnut parfaitement Paul Volon, et Jules Defaux, son beau-père, se souvint que l'un d'eux, un vieillard, était de La Plante, où il l'avait vu souvent; ils étaient liés à l'aide de cordes et couverts de sang. Quelques heures plus tard leurs cadavres furent retrouvés, jetés sur la pelouse d'une blanchisserie située au coin des rues des Bourgeois et J.-B. Brabant. Sans pouvoir être identifiés, ils furent chargés en même temps que les fusillés de la rue Pepin par le personnel des inhumations et conduits au terrain Boccar.

Les atrocités allemandes :

Les civils, des francs-tireurs ?

Numéro 7 — Prix : 30 centimes — Journal paraissant toutes les semaines

BUREAUX : 18, Avenue de Waterloo, CHARLEROI

EDITEUR: Edouard FRANÇOIS

LA BELGIQUE MARTYRE

LES ATROCITÉS ALLEMANDES

Abonnement : 12 francs l'an. Envoyer la somme en un mandat ou timbres poste à Edouard François, Charleroi, et l'on reçoit les numéros parus.

L'horrible Tragédie de SPONTIN-lez-Dinant

Journal belge "La Belgique martyre" n°7. Cet hebdomadaire retrace ici le calvaire vécu par le curé et le bourgmestre de Spontin, qui furent tués par les Allemands à la fin du mois d'août 1914.

La psychose des francs-tireurs

Les massacres ont été provoqués par la psychose des francs-tireurs, répandue dans l'armée allemande. En effet, les travaux les plus récents ont démontré que cette psychose était caractéristique des troupes du Kaiser. Le souvenir de la Révolution française [le "peuple en arme" qui se révolte contre le pouvoir], des guerres napoléoniennes [premières expériences de guérilla organisée], mais surtout de la guerre franco-prussienne, a marqué les soldats. Ceux-ci sont convaincus qu'en entrant en Belgique, ils seront victime des francs-tireurs. Ces derniers sont selon eux guidés par le gouvernement, dont les affiches sommant les civils de rendre leurs armes seraient en réalité des codes pour donner l'ordre de tirer sur les troupes. Les ecclésiastiques sont également victimes de ce genre de croyances. Au mois de septembre 1913 déjà, la Gazette de Westphalie publie un article signé de la main d'un officier supérieur allemand en poste à Paris, écrivant qu'en cas de guerre, des légions de francs-tireurs s'organiseraient. Le président de la Société Psychologique de Berlin, le docteur Moll, écrit dans le Vossische Zeitung du 22 septembre 1914, à la page 8, que l'Allemagne souffre d'une forme de "*une psychose de masse*".

Même le haut-commandement, à l'instar de Max Von Hausen, commandant de la IIIème armée allemande traversant le Condroz, croit aussi aux francs-tireurs. Cette croyance pouvant être exacerbée par les souvenirs de la guerre franco-prussienne : "[...] *que le régiment d'infanterie de réserve n° 103, eut livré à Dorinne un sérieux combat contre des paysans armés.*" Les représailles sont d'après lui légitimes car la responsabilité incombe "[...] *En premier lieu le gouvernement belge qui approuvait une guerre de rues, contraire au droit des gens. En second lieu les populations des localités qui prirent part d'une manière fanatique au combat engagé.* [...]"

Ce point soulève la question de la position du commandement et du haut-commandement allemand vis-à-vis de la réponse à donner aux actions de francs-tireurs. Les commandants de régiments n'ont pas tenté de freiner la dynamique de destruction ni les massacres. Ils ont même marqué leur accord, et ont parfois participé aux tueries. Des hauts-gradés ont donné leur aval quant à la répression, et n'ont pas tenté de réfréner la vague meurtrière, bien que certains aient déploré devoir abattre les civils. Les paroles de Von Hausen sont révélatrices:

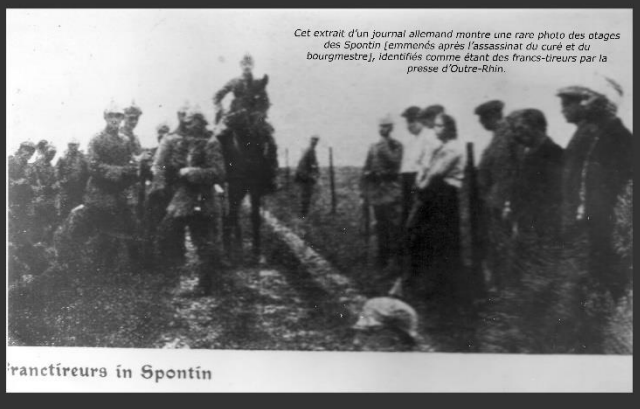
"*Les troupes du XIIème corps d'armée dont la mission était de passer promptement la Meuse étaient particulièrement exposées à ces dangers. Pour y obvier, elles se trouvèrent en présence de la nécessité de guerre de casser les reins à la résistance organisée en vue de contrarier leurs desseins. C'est à ce point de vue que me paraît justifié, sans plus, le bombardement par l'artillerie d'une ville, prenant une part active à la bataille, l'incendie des maisons occupées par une garnison civile, la mise à mort des habitants rencontrés les armes à la main; la condamnation des otages était aussi conforme au droit des gens : on ne s'était emparé d'eux que pour s'assurer d'une attitude exempte d'hostilité de la part de la population et celle-ci prit néanmoins part à la lutte. Tout cela ne pouvait être évité, eu égard au but de guerre que l'on se proposait à atteindre et à la situation critique où se trouvait la troupe, surprise dans les rues de la ville et dans les villages voisins par des attaques perfides sur ses derrières. Certes, on déplore profondément du côté allemand que les événements du 23 au 24 août 1914 aient ruiné la ville de Dinant et qu'ils aient coûté un grand nombre de vies humaines. La troupe saxonne qui se vit obligée, dans sa lutte contre la population qui l'attaquait avec perfidie, de recourir à des représailles nécessitées par l'objet de la guerre n'en porta pas la responsabilité, mais bien : -En premier lieu le gouvernement belge qui approuvait une guerre de rues, contraire au droit des gens. -En second lieu les populations des localités qui prirent part d'une manière fanatique au combat engagé. En tout cas, les habitants de ces villages belges doivent s'en prendre à eux-mêmes s'ils ont été victimes de dangers auxquels ils se sont exposés en connaissance de cause. S'ils s'étaient abstenus d'une résistance armée et d'une participation aux combats, ils auraient à peine souffert dans leur vie et dans leurs biens malgré la situation périlleuse dans laquelle ils se trouvaient nécessairement placés du fait des opérations de guerre.*"

Dans cette partie de ses mémoires, le général exprime également le point de vue de l'armée allemande face à la Convention de la Haye [régissant les lois de la guerre depuis 1899 et 1907], dont elle a transgressé tous les articles. Exécution d'une peine collective à l'encontre d'une population civile, bombardement d'un village non défendu sans en avoir averti au préalable les autorités, pillages, etc., ont été le lot de nombreuses localités. Cependant, du point de vue allemand, les exécutions, bombardements, etc. sont conformes aux lois internationales car d'après eux, le gouvernement belge est responsable d'avoir fait participer les civils, qui peuvent dès lors être considérés comme belligérants. Pour les Allemands, les atrocités constituent donc les attaques des belges sur les soldats, tandis que du côté des Alliés, les atrocités sont caractérisées par l'attitude des troupes ennemies vis-à-vis de la population civile. Dans le rapport de la Commission belge sur la violation du droit des gens, des lois et coutumes de guerre, ainsi que dans *Les documents pour servir à l'histoire de l'invasion dans les provinces de Namur et de Luxembourg*, les conclusions affirment que les Allemands ont "prétexté" une attaque de francs-tireurs pour raser les villes et villages où ils sèmèrent la mort et la destruction. Au niveau du matériel, il est nécessaire de préciser que les soldats du Kaiser transportaient avec eux des pastilles inflammables. Dans certains cas, l'incendie des maisons était bien prémédité. Néanmoins, le gros de la troupe a véritablement cru à une attaque de francs-tireurs. Ils n'ont pas tenu compte des édits des autorités belges demandant aux civils de ne pas participer aux combats ou les ont pris pour des codes secrets. Alors que, par exemple, le gouverneur de Namur, le Baron de Montpellier, fait afficher une proclamation le 4 août, dans laquelle il somme les bourgmestres d'interdire les "spectacles" pouvant exciter la population et provoquer des émotions dangereuses pour l'ordre public. Une autre proclamation est affichée deux jours plus tard, laquelle interdit à la population de se substituer à la force publique. Un avis similaire est pris par la Garde-Civique de Ciney le 25 août. Ces avis n'ont cependant pas calmé la méfiance des soldats et officiers allemands, qui ont vu des supposés "francs-tireurs" dans maintes localités belges et du Nord de la France, ce qui a donné lieu à cette vague d'exactions, qui s'est arrêtée à la fin de la bataille de la Marne, en Octobre 1914.

Pourquoi ?

Les raisons qui ont poussé les soldat alemands à prendre une partie de la population belge pour des **francs-tireurs** sont nombreuses et explicables : Le plus souvent, des phénomènes liés aux combats sont responsables. Lorsque les soldats belges tirent dans la Vallée mosane, **l'écho** des coups de feu induit les soldats en erreurs tandis que le son se déplace le long des parois rocheuses. Des **actions** de soldats belges durant la nuit [comme ce fut le cas à Wéplion] ont également poussé les Allemands à croire aux francs-tireurs. Certains ont été touchés par des **plombs** de chasse : les soldats affirment dans de nombreux cas que les civils leur ont tiré dessus avec ce type d'arme. Cependant, dans de nombreux endroits, les soldats allemands sont repartis avec des fusils de chasse. L'hypothèse d'un coup de feu accidentel d'un de ces fusils récupérés comme trophées, ayant engendré la panique parmi les troupes est plausible, notamment à Ciney. Il est également possible que les Allemands aient tiré avec des balles dum-dum. Ces **balles d'exercice** ont été utilisées au combat car l'armée allemande, au même titre que les autres, s'est trouvée à court de munitions de guerre en 1914. Des accusations dans des rapports belges et français traitent de ces balles explosives. Les médecins militaires ajoutent que les armes modernes sont plus meurtrières que prévu et que les soldats ne s'imaginaient pas les blessures qu'elles pouvaient causer.

D'autres raisons sont avancées : le port de signes distinctifs noirs [pour les **prêtres**, ou les personnes en deuil], a créé un sentiment d'insécurité auprès des troupes allemandes, peu au fait des us et coutumes belges et catholiques. Un sentiment de frustration envahit également les troupes au fur et à mesure que les opérations s'éternisent face à la résistance des soldats belges. Enfin, l'alcool consommé à l'excès dans de nombreux cas possède aussi sa part de responsabilité.



Cet extrait d'un journal allemand montre une rare photo des otages des Spontin [emmenés après l'assassinat du curé et du bourgmestre], identifiés comme étant des francs-tireurs par la presse d'Outre-Rhin.

ranctireurs in Spontin

Les atrocités allemandes

La guerre de papier : livre blanc, livre gris

Vorwärts

Berliner Volksblatt.

Zentralorgan der sozialdemokratischen Partei Deutschlands.

Freitag, den 28. August 1914.

Der Einmarsch in Frankreich. — Der Landsturm nach Belgien!

Journal berlinois "Vorwärts" du vendredi 28 août 1914 traitant de "la population belge prenant part aux combats". Dans la presse aussi, les Allemands sont convaincus de l'existence des francs-tireurs, comme lors de la guerre franco-prussienne de 1870, durant laquelle les civils français ont effectivement combattu les soldats prussiens.

Les atrocités mobilisent les deux camps culturellement, par le biais de publications, destinées à plaider la cause de l'un ou l'autre camp.

Une guerre de propagande se livre en parallèle à la guerre sur les champs de bataille. Dans la **presse** de chaque camp coule un flot d'accusations. Le climax est atteint avec la publication par les Allemands de leur **Livre Blanc**, répondant aux accusations portées par les Alliés (des rapports anglais, belges et français) vis-à-vis du comportement des troupes allemandes, d'automne 1914 à l'année suivante.

Le gouverneur militaire de la Belgique, les commandants des Ire, IIème et IIIème armées sont prévenus par le ministre Von Wandel qu'une enquête est mise sur pied pour répondre aux accusations concernant les atrocités commises par l'armée allemande en Belgique et dans le Nord de la France. Celle-ci prend un caractère judiciaire, répondant à quatre questions principales, traitant d'actions de **francs-tireurs** ou de cruauté de la population belges envers les militaires allemands. La dernière question concerne quant à elle le sac de Louvain. Le rapport paraît en mai 1915 sous le nom de "*Die völkerrechtswidrige Führung des belgischen Volkskriegs*" soit "*Atteinte aux droits de l'homme dans la conduite de la guerre populaire belge*". Le Livre Blanc regroupe des témoignages allemands, et tente de démontrer comment les Belges ont mené une guerre populaire, sous l'égide d'instructions gouvernementales. Les allemands accusent les Belges de commettre des atrocités sur les soldats [des mutilations]. Les deux-tiers du livre sont consacrés à Dinant et Louvain, la suite se constitue de maigres rapports sur Aarschot et Andenne. Le Livre Blanc est très sélectif sur les faits et témoignages. L'omission de Tamines, Tintigny, Rossignol, Ethe, Spontin, ainsi que **l'instrumentalisation** de témoignages **traitant** d'atrocités belges, démontre que la défense allemande est limitée dans ses choix, qu'elle veut passer sous silence des événements notoires et légitimer l'action répressive/punitive de ses troupes. Les autorités mettent sur pied une politique de dénégation, qui sera également la ligne directrice de la conduite de l'Allemagne durant les **procès** pour crimes de guerre post-armistice, comme celui de Leipzig en 1921. Bien que nombreux soient les Allemands convaincu de la réalité d'une guerre de francs-tireurs en Belgique, la communauté internationale [pays neutres ou alliés] accueille avec suspicion le Livre Blanc et ses témoignages.

La réponse belge au livre allemand, publiée onze mois après la parution de ce dernier, **réfute** en effet solidement les accusations allemandes. La commission officielle du gouvernement belge publie le **Livre Gris**, dans lequel elle critique les arguments allemands quant à savoir si les autorités belges ont poussé les civils à la guerre populaire, ainsi que les annexes du Livre Blanc. L'ouvrage fournit également une liste de victimes belges, et des témoignages contraires. Le Livre Gris est résumé par un juriste Bruxellois, Fernand Passelecq, qui dirige le Bureau de Propagande Belge au Havre. Il conclut en notant que les Allemands ont été victimes d'une illusion collective, due au pangermanisme et aux doctrines militaires. Un sociologue belge, Fernand Van Langenhove, écrit également sur le sujet, et affirme l'existence d'un "*cycle de mythes*", les Allemands croyant de manière irrationnelle aux atrocités belges. Les autorités allemandes n'ont pas répondu à ces deux auteurs, qui réussirent le mieux à expliquer les actes de l'armée du Kaiser durant l'invasion de 1914. D'autres témoignages paraissent comme ceux de Joseph Chot, sur les atrocités de l'hiver 1914-1915, en 1919 et de Godefroid Kurth [historien, professeur à Liège] qui rédige une Histoire Inachevée de l'invasion.

La mémoire et les jugements :

Lorsque la guerre se termine, l'Allemagne doit rendre des comptes avec la justice des pays alliés , ce qui est une première dans l'histoire des relations internationales. Dès le début des procès, le pays tente d'éviter ces jugements en faisant obstruction dans le processus judiciaire.

À **Versailles** tout d'abord ; Initialement les atrocités allemandes sont considérées par les Alliés comme étant une violation des lois internationales. Les **crimes de guerres** peuvent également être poursuivis par une cour criminelle nationale. L'absence d'accords d'extradition est cependant un inconvénient. L'idée de créer un tribunal supranational est contestée, ainsi que celle questionnant sur la responsabilité du commandement allemand.

Les Français et les Britanniques désirent punir ceux qui ont commis des atrocités, et en particulier le Kaiser. Après maintes discussions, Guillaume II est accusé, sur base éthique et non judiciaire comme l'auraient souhaité la France et l'Angleterre. Ils demandent également son extradition et son jugement devant un tribunal allié. Une obligation d'extradition est aussi émise à l'encontre de l'Allemagne pour ses ressortissants qui auraient participés aux atrocités.

Les Alliés tentent de mettre en œuvre les clauses d'extradition mais la Hollande refuse d'extrader le Kaiser et les militaires allemands préviennent les officiers "*qui auraient quelque chose à se reprocher*" de disparaître. Le gouvernement émet des publications pour discréditer les Alliés fait retarder les jugements. De plus, les Freikorps [Corps-francs, milices allemandes] se tiennent prêts à empêcher l'arrestation de suspects. Français et Anglais vont alors restreindre le nombre de demandes d'extraditions. Les trois-quarts de la **liste belge** sont cependant conservés. Les Alliés n'arrivent pas à s'entendre sur le nombre [853 noms sont publiés] et la campagne allemande contre l'extradition devient de plus en plus violente pour atteindre son sommet dans les rues. Les Britanniques veulent apaiser les relations avec l'Allemagne, ce qui n'est pas le cas de la France, un fossé se creuse entre les deux alliés.

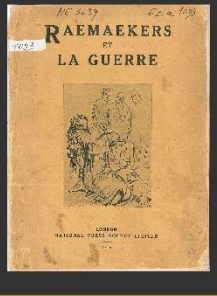
Suite à ces discussions, un **procès** de grande ampleur est tenu à **Leipzig** en 1921. Une liste plus réduite est présentée au tribunal chargé du jugement, de composition allemande. Celle-ci reste centrée sur les atrocités de 1914. Sur un total de 45, la Belgique présente 15 causes [le plus grand nombre]. Trois incidents sont présentés par les Belges : un durant l'occupation, un pour des sévices commis envers des prisonniers, et un pour le massacre d'Andenne-Seilles. La première cause concerne un garçon de douze ans, brutalisé par un officier pour obtenir des aveux, en 1917. Le tribunal discrédite le témoin à cause de son jeune âge. La délégation belge scandalisée quitte la salle. Les autres causes belges sont abandonnées, par défaut (dont le massacre d'Andenne). Le jugement est considéré comme "*parodie de justice*". La plupart des accusés sont acquittés (4 condamnations). Pourtant aucune preuve démontrant l'existence de francs-tireurs ne put être apportée, seulement qualifiée comme étant probable. La cour fonctionne jusqu'à l'arrivé au pouvoir des nazis. La Belgique abandonne ses demandes d'extradition.

En **1954**, une Commission formée d'un groupe d'historiens belges et allemands produit des recommandations pour réconcilier les deux points de vue, d'importantes avancées sont réalisées, mais leur portée demeure limitée. Quatre ans plus tard, dans "***Der Fall Löwen***", Peter Schöller étudie le cas de Louvain, et déconstruit les accusations du Livre Blanc. Il réalise une forme d'autocritique allemande. Le livre est accepté par les intellectuels et donne lieu à un consensus parmi les historiens professionnels concernant le sac de Louvain. Ceci donne l'occasion de **réconcilier** la politique entre la **Belgique** et l'**Allemagne**. Néanmoins, du côté allemand, jusqu'à la fin du XXème siècle, le consensus de la campagne "innocentiste" des années 1920 n'est pas effacée des encyclopédies des années 1990, ouvrages scolaires allemands des années 1970, etc. Aujourd'hui encore, Ulrich Keller tente de démontrer que la responsabilité de ces atrocités n'est pas unilatérale. Historien de l'art à la retraite, Keller foule cependant au pied toutes les règles du métier d'historien dans son ouvrage "*Schuldfragen. Belgischer Untergrundkrieg und deutsche Vergeltung im August 1914*".

En Belgique, la **mémoire** des Atrocités est laissée intacte. Les sentiments de victimisation et d'indignation face au déni allemand subsistent jusqu'a nos jours sous une forme atténuée. Les commémorations annuelles se poursuivent dans les localités qui connurent d'importantes exactions. La mémoire est devenue essentiellement locale, bien que lors de ce **Centenaire** de la Première Guerre mondiale, un travail s'effectue au niveau provincial, régional, voir fédéral. Les auteurs des crimes sont pardonnés mais le statut des **victimes**, dont l'innocence n'a pas été reconnue, reste défendu.

WÉPION - Le Monument aux Combattants

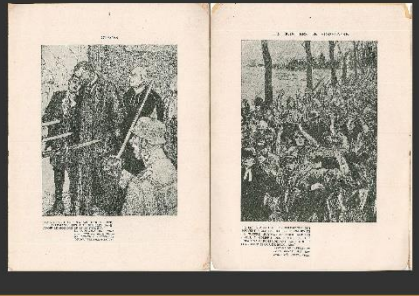
Le monument aux morts de Wépion est lui aussi un témoins des atrocités allemandes. C'est en effet une maison ayant été incendiée en 1914. Aujourd'hui ne subsiste que l'encadrement de la porte.



RAEMAEKERS EN LA GUERRE

LONDON

Déjà durant la guerre, les Belges se sont préoccupés de démentir l'existence des francs-tireurs, et de le prouver par le biais de travaux, de récolte de témoignages, etc. Pour sensibiliser les populations alliées, certaines publications sont illustrées de dessins dramatiques.



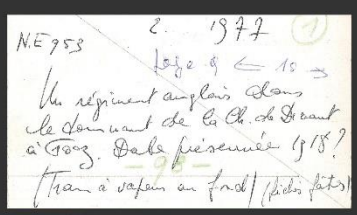
Wépion libéré

Débandade allemande, arrivée des alliés, joie des civils

L'armée allemande quittte la Belgique et passe par Wépion. Ici sur la Chaussée de Dinant.

Un peu plus loin, venant de Namur, c'est à Jambes qu'elle passe la Meuse.

Les soldats anglais et canadiens entrent dans Wépion libéré. La joie s'empare des civils. La liesse populaire s'embrase d'une flamme de liberté retrouvée. Rapidement cependant, l'heure des cérémonie et du deuil arrive. Ici se trouve un régiment anglais à Fooz, dans le tournant de la Chaussée de Dinant. On distingue particulièrement bien le tram [à vapeur], qui reliait Wépion à Namur.



Cette photo prise à Aberdeen réunit les trois militaires canadiens qui furent hébergés par le Garde-Champêtre Dassy au Vieriy.

En juillet 1918, les troupes allemandes pénètrent les lignes françaises dans la **Marne** lors de leur offensive d'été. C'est la seconde bataille de la Marne, 4 ans après celle de septembre 1914. Mais les soldats du Kaiser ont été trop audacieux et se sont aventurés trop loin dans le dispositif défensif français, sans se prémunir contre des attaques de flanc. Ils sont - bousculés par une contre-attaque dans la région de Villers-Cotterêts en juillet 1918. Les résultats de cette contre-attaque sont dévastateurs pour les Allemands, dont les défenses se désagrègent avec la **désertion** d'un million de soldats. Les troupes doivent refluer vers le nord, évitant de justesse l'encerclement.
À partir de cette date, l'armée allemande n'est plus jamais en mesure d'engager une action offensive. Les Alliés, soutenus par l'armée des États-Unis depuis la mi-1917, regagnent le terrain perdu. Au mois d'août 1918, les soldats canadiens, soutenus par les Australiens, les Français et les Britanniques, lancent une attaque en Picardie et enfoncent les lignes allemandes. Les troupes d'Outre-Rhin ne peuvent résister aux armées alliées coordonnées par le général **Foch**.
À Wépion aussi, les troupes canadiennes passent. Certains soldats sont hébergés dans le village.

En Allemagne, l'empereur Guillaume II refuse d'abdiquer, ce qui entraîne des manifestations en faveur de la paix. Le 3 novembre, des **mutineries** éclatent à **Kiel** : les marins refusent de livrer une bataille « pour l'honneur ». La vague révolutionnaire gagne tout le pays. Le 9 novembre, Guillaume II est contraint **d'abdiquer** [il se trouvait à ce moment à Spa]. L'état-major demande que soit signé l'armistice.

Le gouvernement de la nouvelle République allemande le signe alors à Rethondes le 11 **novembre 1918** dans le train du maréchal Foch tandis que les troupes canadiennes lancent la dernière offensive de la guerre en attaquant Mons, en Belgique. Ainsi, les Allemands n'ont pas connu la guerre sur leur territoire ; ayant campé pendant quatre ans en terre ennemie, ils imaginent mal qu'ils sont vraiment vaincus. Pour sauver les apparences, l'état-major allemand fait circuler la thèse du Coup de poignard dans le dos, qu'Hitler utilisera quelques années plus tard. Les clauses de l'armistice, qui seront reprises dans le traité de Versailles en 1919, paraissent d'autant plus dures à la population allemande. Malgré cela, en comparaison des dévastations causées en territoire ennemi, la puissance industrielle allemande n'est pas affectée car, en 1918, elle est intacte, contrairement à celle de la France et de la Belgique.

Si la liesse populaire suivant la **libération** est bien réelle, la joie n'est pas aussi intense qu'après la Seconde Guerre mondiale. Les fêtes d'accueil des vainqueurs et du retour des soldats laissent rapidement la place au travail de **deuil** et de mémoire. L'Humain a vu à quel point ses armes peuvent être destructrices. Bon nombre de soldats reviendront de la guerre **traumatisés** par cette expérience.

Le souvenir de la Guerre

Voici le monument aujourd'hui. Seul l'encadrement de la porte de la villa de 1676 subsiste. La seconde plaque, située sous celle dévolue à la Première Guerre mondiale, rappelle le sacrifice consenti par Wépion durant la Deuxième Guerre mondiale. Les commémorations des Armistices se déroulent à cet endroit.

Le Monument tel qu'il était en 1930. On constate que les pans de mur sont plus long qu'actuellement. Par ailleurs, la plaque concernant la Seconde Guerre mondiale n'est évidemment pas présente.

"Lorsque la Guerre prit fin, il fallut trouver un endroit où pouvoir cristalliser le **souvenir** des événements tragiques ayant eu lieu à Wépion, comme dans chaque commune de Belgique. Les ruines laissées par les Allemands le long de la Meuse furent tout de suite une évidence.

À la place de l'actuel **monument** aux morts se trouvaient en 1914 de cossues villas érigées en 1676 appartenant à la famille Grosjean. Le 25 août, les Allemands les pillèrent et les incendiaient. Après la Guerre, un parc fut aménagé autour des ruines, données à la commune par la famille Grosjean. Il devint le monument aux morts de Wépion. L'obélisque reprend les noms des 7 combattants tombés au champ d'honneur, des 3 déportés morts en captivité et des trois fusillés par les soldats allemands le 25 août à Namur : Aimé Gibon [40 ans], Isidore et Désiré Bouchat [20 et 18 ans].

Initialement, les pans entiers de murs avaient été laissé intacts. Hélas, le monument est rapidement devenu un dépotoir. Dans les années soixante, la décision fut prise de réduire les proportions du monument. Dès lors, ne subsiste que l'encadrement de la porte de la villa.

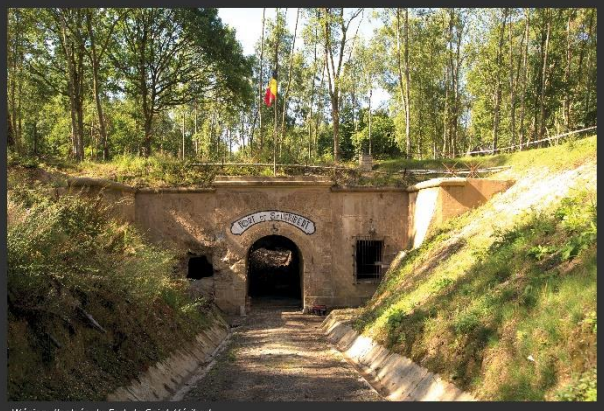
Après la Seconde Guerre mondiale, une seconde plaque commémorative fut scellée dans l'obélisque. Le monument sert toujours de cadre pour les commémorations des Guerres mondiales à Wépion.

On y lit : *"Don de Mr. et Mme. Grosjean-Ici, passa l'armée allemande en 1914. Les ruines de ces villas incendiées alors par elle sans motif en resteront le souvenir. N'oublions jamais."*

Ces vues du monument aux morts datent des années soixante. À cette époque, la commune de Wépion [qui ne faisait pas encore partie de Namur, ce qui fut le cas en 1976 lors de la fusion des communes] prit la décision de raser une partie des ruines devenues monument. En effet, les touristes étaient interloqués par cette ruine, dont ils ne connaissaient pas l'histoire. Celle-ci devenant par ailleurs un dépotoir au fil du temps. Seul l'encadrement de la porte fut donc conservé.

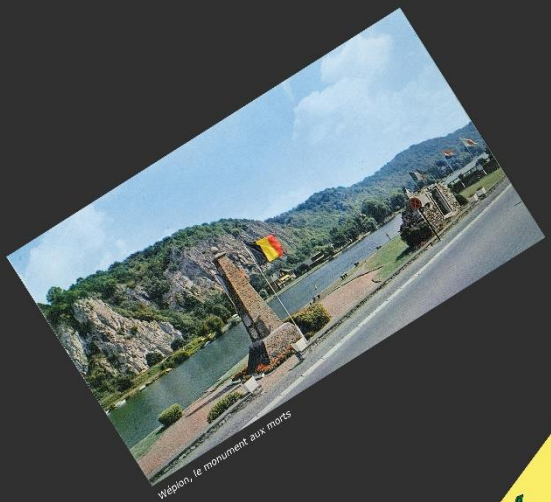
La Grande Guerre

Au Pays de Wépion et dans la Vallée mosane



Wépion, l'entrée du Fort de Saint-Héribert

Dans le cadre des **Commémorations** de l'Armistice de la fin de la **Première Guerre mondiale,** le Musée de la fraise souhaite s'investir auprès du public pour lui présenter ses collections lors d'une exposition temporaire.
De prime abord, il peut sembler curieux que le Musée de la fraise prenne part à ces Commémorations. Néanmoins, ce choix est tout à fait légitime : le Musée, en plus de la fraise, promeut également le **Pays de Wépion et la Vallée mosane.** Depuis son ouverture dans les années septante, le Musée n'a cessé de collecter des objets et de la documentation provenant des familles wépionnaises, mais plus largement du namurois, voire même des artefacts, des cartes, photos, timbres, etc. provenant du monde entier. De ce fait, une partie des collections du Musée concerne la question militaire. Les périodes concernées allant de Napoléon à la guerre de Corée.
La Première Guerre mondiale est naturellement représentée à travers ces collections spécifiques.
Notre exposition retrace donc le déclenchement de la Guerre, la percée allemande de 1914 et la prise de la Position fortifiée de Namur. Vous découvrirez la vie à Wépion durant la guerre et ses effets personnels du soldat belge. Ensuite, vous suivrez le passage sanglant des troupes dans la Vallée mosane, pour conclure sur Libération et le souvenir de la Guerre à Wépion, où l'on retrouve un monument aux morts, et où le fort de Saint-Héribert se visite encore aujourd'hui.
Bonne visite !



Wépion, le monument aux morts

Musée de la fraise